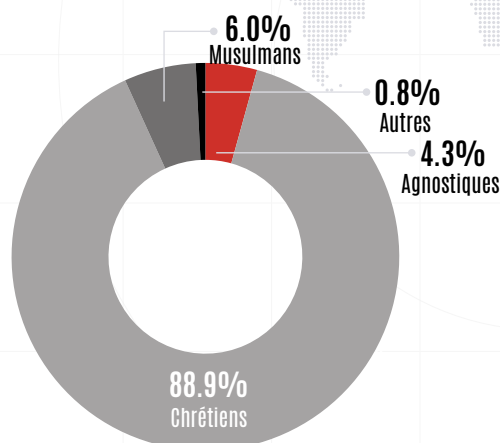




GRÈCE

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

L'article 3 de la Constitution dispose que « la religion dominante en Grèce est celle de l'Église orthodoxe orientale du Christ ».¹ En novembre 2018, le Premier ministre de l'époque a annoncé son intention de modifier l'article 3 pour déclarer le pays « religieusement neutre », mais en novembre 2019, le Parlement n'a pas voté l'amendement correspondant.² L'article 5 garantit à tous ceux qui se trouvent sur le territoire hellénique de jouir « de la protection absolue de leur vie, de leur honneur et de leur liberté, sans distinction de nationalité, de race, de langue, de convictions religieuses ou politiques ».

La liberté de religion et de conscience est garantie à l'article 13, qui dispose que « toute religion connue est libre, et les pratiques de son culte s'exercent sans entrave sous la protection de la loi ». Cet article interdit également le prosélytisme et le fait de porter atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs par l'exercice du culte. Il est également précisé que les ministres de toutes les religions connues ont les mêmes obligations que l'Église orthodoxe grecque, et sont également soumis à la même surveillance de la part de l'État. L'incitation à la violence, à la

discrimination ou à la haine sur un fondement religieux est illégale.³

La minorité musulmane reconnue de Thrace a le droit d'avoir des mosquées et des organisations sociales et caritatives (awqaaf). En Thrace, trois muftis sont nommés par le gouvernement grec après consultation d'un comité de leaders musulmans pour un mandat de 10 ans⁴, mais ils doivent prendre leur retraite avant l'âge de 67 ans.⁵ Selon le Département d'État des États-Unis, certains membres de la communauté musulmane ont continué de contester la nomination des muftis par le gouvernement, plutôt que selon leurs propres méthodes.⁶

La loi permet aux muftis officiels de Thrace de statuer sur les questions familiales en se fondant sur la charia, à condition de recevoir une « déclaration explicite irrévocable de chaque partie » selon laquelle elles acceptent une telle juridiction.⁷ Les dépenses de fonctionnement des muftis en Thrace sont supportées par le budget du Ministère de l'Éducation et des Affaires Religieuses sous la supervision du Ministère des Finances.⁸

L'article 16 définit l'éducation comme une « mission fondamentale pour l'État » qui comprend « le développement de la conscience nationale et religieuse ». Les cours de religion orthodoxe grecque sont donnés à l'école primaire

et secondaire. En 2017, le gouvernement a modifié la façon dont la religion serait enseignée dans les écoles, en mettant l'accent non sur l'enseignement du christianisme orthodoxe mais sur une « éducation religieuse plus générale », mais en septembre 2019, le Conseil d'Etat a jugé que de tels changements étaient inconstitutionnels.⁹ Les élèves peuvent être exemptés d'instruction religieuse à la demande de leurs parents.¹⁰ L'instruction religieuse islamique dans les écoles publiques de Thrace est disponible pour la minorité musulmane reconnue, et l'instruction religieuse catholique est proposée sur les îles de Tinos et Syros.¹¹

En octobre 2019, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que le système grec d'exemption des enfants de l'instruction religieuse violait la Convention européenne des droits de l'homme en exigeant des parents qu'ils « fassent une déclaration solennelle selon laquelle leurs enfants ne sont pas chrétiens orthodoxes ». La Cour a déclaré qu'il s'agissait d'une atteinte indue à la conscience individuelle, et qu'elle pouvait également dissuader les parents de demander des exemptions.¹²

La fermeture en 2020 par le Ministère grec de l'Éducation de huit écoles appartenant à des minorités musulmanes en Thrace occidentale, critiquée par le Ministère turc des Affaires étrangères comme une tentative « d'assimilation », a été défendue par le gouvernement comme une décision « équitable et non discriminatoire... uniquement basée sur la qualité de l'éducation dispensée et l'intérêt des élèves ». Le nombre d'écoles appartenant à des minorités musulmanes est passé de 231 en 1995 à 115 en 2020.¹³

L'article premier de la « Loi sur l'organisation de la forme juridique des communautés religieuses et de leurs organisations »¹⁴ définit une « communauté religieuse » comme « un nombre suffisant d'individus ayant une confession de foi spécifique dans une "religion connue" - c'est-à-dire « une religion qui n'a pas de croyances cachées mais des dogmes clairs et dont le culte est libre et accessible à tous ». L'article 16 de cette loi dispose que l'Église orthodoxe grecque, ainsi que les communautés juive et musulmane, sont traditionnellement reconnues comme des entités juridiques religieuses officielles. D'autres communautés religieuses, telles que celles des catholiques romains, anglicans, orthodoxes éthiopiens, coptes, orthodoxes arméniens, orthodoxes assyriens ainsi que de deux groupes évangéliques, ont été officiellement reconnues en tant qu'entités légales à l'article 13. Grâce à cette reconnaissance, un groupe religieux devient une « religion

connue », comme précisé à l'article 17. Cela permet à chacun de transférer légalement des biens ainsi que de tenir des lieux de culte, institutions monastiques, et en général des bâtiments de rassemblement à des fins religieuses. L'article 3 décrit le processus d'enregistrement.

En juillet 2019, la loi sur le blasphème du pays a été retirée du Code pénal. Cinq mois plus tard, le 11 novembre 2019, le nouveau gouvernement a annoncé le rétablissement de la loi. Toutefois, le lendemain, le Ministre de la Justice a annoncé qu'il annulait cette décision en raison du tollé public déclenché.¹⁵

En novembre 2019, la Grèce a adopté la définition opérationnelle de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, et a été le premier pays à adopter la définition de l'IHRA de « déni et distorsion de l'Holocauste ».¹⁶

Jusqu'en novembre 2020, Athènes était la seule capitale européenne sans mosquée. Toutefois, la mosquée Votanikos d'Athènes a ouvert après 15 ans de retards et de protestations. Le secrétaire général du Ministère de l'Éducation et des Affaires religieuses a estimé qu'il y avait environ 70 mosquées informelles, dont seulement 10 sont titulaires d'un permis du gouvernement, ce qui « pose un risque pour la sécurité ».¹⁷

INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

En raison des restrictions dues au coronavirus, il y a eu de fortes limitations de la capacité des lieux de culte. Par exemple, en novembre, dans la mosquée récemment ouverte à Athènes, la capacité était limitée à 12 personnes et elle n'avait été ouverte que cinq jours avant le confinement national. La mosquée et d'autres lieux de culte ont été autorisés à ouvrir pour les vacances de Noël après que le gouvernement eut annoncé : « Nous avons décidé, sans discrimination, que tout lieu de culte peut effectuer des offices et des prières [le jour de Noël] tant que l'assemblée se limite à 25 personnes ».¹⁸

En 2019, il y a eu 524 incidents visant des « lieux à caractère religieux », selon le Département de la liberté religieuse et des relations interconfessionnelles du Ministère de l'Éducation, dont 514 visant des lieux de culte chrétiens (504 orthodoxes), cinq juifs et cinq musulmans. Les incidents allaient du vandalisme et du dépôt d'engins explosifs au vol et à la profanation.¹⁹ Les chiffres officiels

des crimes anti-religieux en 2018 et 2019 n'ont pas été communiqués à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en vue de leur inclusion dans le rapport annuel sur les crimes de haine, mais les groupes de la société civile ont fourni des données sur les incidents.²⁰

La difficulté de séparer les crimes de haine fondés sur une haine ethnique de ceux fondés sur de la haine religieuse constitue un défi permanent pour le pays. La Grèce a continué d'être l'un des pays d'Europe les plus importants pour l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, en raison de son flux régulier de réfugiés et de migrants arrivant principalement de Syrie et d'Afghanistan, après avoir transité, pour la plupart, par la Turquie.²¹ L'hostilité à l'égard des migrants a bondi après que le Président turc Erdogan eut déclaré qu'il « ouvrait les portes » à la frontière avec la Grèce pour que les réfugiés entrent en Europe en mars 2020.²² Le rapport 2019 du « Racist Violence Recording Network » a fait état de 100 incidents motivés par des préjugés, dont environ la moitié contre des migrants, des réfugiés ou des demandeurs d'asile. Toutefois, il n'apparaît pas clairement si ces victimes ont été ciblées pour leur religion ou par racisme ou xénophobie.²³

Selon le « Rapport européen sur l'islamophobie 2019 », publié par un groupe de réflexion basé à Ankara, « l'islamophobie en Grèce existe principalement au niveau du discours, tandis que les agressions physiques... restent moins nombreuses que dans les autres pays européens. »²⁴ Le rapport a également relevé le défi de déterminer quels étaient les préjugés à la base des attaques des communautés migrantes. Lors des manifestations anti-migration, il y avait des slogans tels que « Non à l'islamisation de la Grèce ». ²⁵ Les incidents survenus en Thrace occidentale reflètent ce que les auteurs ont décrit comme de la « turcophobie », c'est-à-dire un ciblage des lieux musulmans par des slogans anti-turcs.²⁶

En 2020, une organisation de la société civile a signalé les défis auxquels sont confrontées les femmes dans les centres de détention pour réfugiés, et a donné le témoignage d'une femme qui a déclaré : « Ils nous ont interdit de porter notre foulard et nous ont dit : "Dehors vous pouvez être musulmans, mais pas ici ! Ici, on est chrétien". »²⁷

Quatorze incidents antimusulmans ont été signalés à l'OSCE par des groupes de la société civile en 2019, dont une attaque physique contre un musulman chiite par des musulmans sunnites en raison de son refus de participer aux prières du matin en février, une attaque de réfugiés près d'une mosquée en avril, et le harcèlement de réfugiées

en juillet, l'une d'entre elles s'étant vu finalement arracher son foulard. Parmi les crimes contre les biens, il y a eu du vandalisme contre des mosquées, des cimetières et une école appartenant à la minorité musulmane.²⁸ En 2018, trois cas ont été signalés : des agressions contre des réfugiées, des menaces téléphoniques et le vandalisme d'une mosquée par des graffitis xénophobes et antiturcs.²⁹

Selon la Ligue Anti-diffamation, l'antisémitisme en Grèce « n'a pas un caractère violent... ses manifestations comprennent du vandalisme [et] des discours de haine ». ³⁰ Treize incidents ont été signalés à l'OSCE pour 2019, dont plusieurs attaques contre des monuments commémoratifs de l'Holocauste et le vandalisme de cimetières.³¹ Le National Herald a fait état de vandalisme en 2019 et 2018 sur les monuments aux victimes de l'Holocauste à Trikala et Thessalonique et dans des cimetières juifs de Trikala et d'Athènes.³² 22 incidents ont été signalés à l'OSCE en 2018, tous des attaques contre des biens, dont des graffitis, des menaces et la destruction de pierres tombales juives dans des cimetières. En octobre 2018, quarante pierres tombales ont été aspergées de pétrole dans un cimetière juif.³³

Selon le gouvernement, la majorité des incidents ciblant des lieux religieux ont visé des sites orthodoxes.³⁴ Parmi les incidents signalés à l'OSCE en 2019 par des groupes de la société civile figurent des menaces contre un demandeur d'asile converti au christianisme, quelqu'un ayant jeté sa Bible contre un mur, des cas d'églises vandalisées et incendiées, et le ciblage des témoins de Jéhovah.³⁵

En juillet 2018, deux familles chrétiennes iraniennes ont été agressées à l'arme blanche et menacées de mort par un groupe de plus de 30 personnes dans un camp de réfugiés après un cours sur la Bible. Les assaillants ont versé de l'essence sur la cabane où ils se rencontraient et ont menacé d'y mettre le feu. Ils ont frappé les hommes et mis des couteaux sous la gorge des deux femmes et des enfants, tout en leur disant : « Ici, c'est un camp musulman. Vous devez partir ». ³⁶ En décembre 2018, un groupe anarchiste a revendiqué d'avoir fait exploser une bombe dans une église d'Athènes.³⁷

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Bien que le gouvernement n'ait pas imposé d'importantes restrictions à la liberté religieuse dans le pays au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, la dimension sociétale de cette liberté est remise en question par la

crise actuelle des réfugiés. La proximité géographique de la Turquie et son influence sur la minorité musulmane de Thrace ajoutent une couche d'incertitude potentielle dans le pays, mais les autorités semblent disposées à protéger à la fois les fidèles de la religion majoritaire et ceux des religions minoritaires, et à maintenir la stabilité. Les perspectives d'exercice pacifique de cette liberté se sont détériorées au cours de la période en cause, et devraient poursuivre leur détérioration.

- 1 Constitution de la Grèce, Digithèque MJP, <https://mjp.univ-perp.fr/constit/gr1975.htm>.
- 2 Nasos Smirneos, “If you take the house, I’ll take the kids’: State vs. Church in Greece,” The New Federalist, 3 janvier 2021, <https://www.thenewfederalist.eu/if-you-take-the-house-i-ll-take-the-kids-state-vs-church-in-greece?lang=fr>; “Parliament completes constitutional revision approving nine changes,” Ekathimerini, 25 novembre 2019, <https://www.ekathimerini.com/246837/article/ekathimerini/news/parliament-completes-constitutional-revision-approving-nine-changes>.
- 3 Eda Gemi, “GREASE Country Profile: Greece,” Radicalisation, Secularism and the Governance of Religion: Bringing together European and Asian Perspectives (GREASE), novembre 2019, <http://grease.eui.eu/wp-content/uploads/sites/8/2019/11/GREASE-Profile.pdf>.
- 4 U.S. Department of State, “Greece 2019 Human Rights Report,” Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/02/GREECE-2019-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf>.
- 5 Law 4559/2018, Article 48, Amendment on Muftiates: Explanatory Memorandum, https://www.minedu.gov.gr/publications/docs2018/Law_4559_2018_article_48_Amendment_on_Muftiates.pdf.
- 6 Office of International Religious Freedom, “Greece,” 2019 Report on Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/greece/>.
- 7 Presidential Decree 52/2019 Procedural rules on cases under the jurisdiction of the Muftis of Thrace - Establishment, organization and operation of the Directorate for cases under the Mufti’s jurisdiction at the Muftiates in Thrace, https://www.minedu.gov.gr/publications/docs2020/Presidential-Decree_52_2019_Procedural_rules_on_cases_under_the_Muftis_jurisdiction.pdf.
- 8 Law 4559/2018, Article 48, Amendment on Muftiates, op. cit.
- 9 Nick Kampouris, “Previous SYRIZA Government’s Reforms to Religious Education Ruled Unconstitutional,” Greek Reporter, 30 septembre 2019, <https://greekreporter.com/2019/09/20/previous-syriza-governments-reforms-to-religious-education-ruled-unconstitutional/>.
- 10 “GREASE Country Profile: Greece,” op. cit.
- 11 Ibid.
- 12 “Greece breaks EU rules on religious education classes,” Ekathimerini, 31 octobre 2019, <https://www.ekathimerini.com/245997/article/ekathimerini/news/greece-breaks-eu-rules-on-religious-education-classes>.
- 13 Andriana Simos, “Greece’s closure of minority schools in Western Thrace slammed by Turkey as ‘assimilation’,” The Greek Herald, 13 août 2020, <https://greekherald.com.au/news/greece/greeces-closure-minority-schools-western-thrace-slammed-turkey-assimilation/>.
- 14 Law 4301/2014 Organization of the Legal Form of Religious Communities and their organizations in Greece, https://www.minedu.gov.gr/publications/docs2014/publications/Law_4301_-2014_Organization_of_the_legal_form_of_religious_communities_and_their_organizations_in_Greece.pdf.
- 15 Nick Kampouris, “Government Reintroduces Criminalization of Blasphemy; Toughens Pedophile Sentences,” Greek Reporter, 11 novembre 2019, <https://greekreporter.com/2019/11/11/government-reintroduces-criminalization-of-blasphemy-toughens-pedophile-sentences/>; Nick Kampouris “Greece Scraps Reinstatement of Blasphemy Law Following Public Outcry,” Greek Reporter, 12 novembre 2019, <https://greekreporter.com/2019/11/12/greece-scraps-reinstatement-of-blasphemy-law-following-public-outcry/>.
- 16 “Greece adopts IHRA’s definition of anti-Semitism, Holocaust denial,” Ekathimerini, 8 novembre 2019, <https://www.ekathimerini.com/246294/article/ekathimerini/news/greece-adopts-ihras-definition-of-anti-semitism-holocaust-denial>.
- 17 Helena Smith, “Athens’ first official mosque permitted to reopen for Christmas,” The Guardian, 24 décembre 2020, <https://www.theguardian.com/world/2020/dec/24/athens-first-official-mosque-permitted-to-reopen-for-christmas>.
- 18 Ibid; Tefvik Durul, “1st Friday prayer held in Athens’ only mosque,” Anadolu Agency, 6 novembre 2020, <https://www.aa.com.tr/en/europe/1st-friday-prayer-held-in-athens-only-mosque-/2034667>.
- 19 “Περιστατικά εις βάρος χώρων θρησκευτικής σημασίας στην Ελλάδα: ΕΚΘΕΣΗ 2019,” Υπουργείο Παιδείας Και Θρησκευμάτων Γενική Γραμματεία Θρησκευμάτων Διευθυνση Θρησκευτικής Εκπαίδευσης Και Διαθρησκευτικών Σχέσεων Τμήμα Θρησκευτικών Ελευθεριών Και Διαθρησκευτικών Σχέσεων, p. 9, https://www.minedu.gov.gr/publications/docs2020/%CE%88%CE%BA%CE%B8%CE%B5%CF%83%CE%B7%202019_opt.pdf.
- 20 Office for Democratic Institutions and Human Rights, “2019 Hate Crime Reporting – Greece,” Organization for Security and Co-operation in Europe, <https://hatecrime.osce.org/greece?year=2019>; Office for Democratic Institutions and Human Rights, “2018 Hate Crime Reporting – Greece,” Organization for Security and Co-operation in Europe, <https://hatecrime.osce.org/greece?year=2018>.
- 21 “Greece: Operational environment 2021,” UNHCR, <https://reporting.unhcr.org/node/14851?y=2021#year>.
- 22 “Greece migrant crisis: Refugee centre ablaze as tensions rise,” BBC News, 7 mars 2020, <https://www.bbc.com/news/world-europe-51781394>.
- 23 “Συνέντευξη Τύπου και Συζήτηση με αφορμή την Παρουσίαση της Ετήσιας Έκθεσης 2019,” Δίκτυο Καταγραφής Περιστατικών Ρατσιστικής Βίας, 16 juin 2020, http://rvrn.org/2020/06/etisia_ekthesi_2019/.
- 24 A. Huseyinoglu, A. Sakellariou, “Islamophobia in Greece: National Report 2019,” in E. Bayraklı & F. Hafez, European Islamophobia Report 2018, SETA, Istanbul, pp. 364-365, <https://www.islamophobiaeurope.com/wp-content/uploads/2020/08/2019eir-GREECE.pdf>.
- 25 Ibid, p. 366.
- 26 Ibid, p. 364.
- 27 “Φρικιαστικές μαρτυρίες γυναικών από την Πέτρου Ράλλη,” Efsyn, 5 janvier 2020, https://www.efsyn.gr/ellada/dikaiomata/225643_frik-iaastikes-martyries-gynaikon-apo-tin-petroy-ralli.
- 28 “2019 Hate Crime Reporting – Greece,” op. cit.
- 29 “2018 Hate Crime Reporting – Greece,” op. cit.
- 30 “Anti-Semitism in Greece: A Country Report,” Anti-Defamation League, <https://www.adl.org/resources/reports/anti-semitism-in-greece-a-country-report>.
- 31 “2019 Hate Crime Reporting – Greece,” op. cit.

- 32 “More Anti-Semitism in Greece: Holocaust Memorial Vandalized,” The National Herald, 19 mars 2019, https://www.thenationalherald.com/archive_general_news_greece/arthro/more_anti_semitism_in_greece_holocaust_memorial_vandalized-49831/.
- 33 “2018 Hate Crime Reporting – Greece,” op. cit.
- 34 “Περιστατικά εις βάρος χώρων θρησκευτικής σημασίας στην Ελλάδα: ΕΚΘΕΣΗ 2019,” op. cit.
- 35 “2019 Hate Crime Reporting – Greece,” op. cit.
- 36 “Attack on seven Iranian Christians exposes religious minorities’ ‘extreme vulnerability’ in refugee camps,” World Watch Monitor, 10 juillet 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/07/attack-on-seven-iranian-christians-exposes-extreme-vulnerability-in-refugee-camps/>.
- 37 Sarah Souli, “Why Is Greece Such a Hot Spot of Left-Wing Terrorism?” The New Republic, 18 janvier 2019, <https://newrepublic.com/article/152918/greece-hot-spot-left-wing-terrorism>.